

208
PP0874

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME.

Sous-Commission - Genève - août 1989

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Ma présence ici est un effort supplémentaire d'un timorais pour rompre la barrière qui isole le Timor-Oriental et le silence qui entoure le drame que nous vivons depuis 14 ans.

Vaut-il la peine de revenir en arrière pour décrire la façon dont l'armée indonésienne est venue, comme ils disent, nous "libérer"?

Vaut-il la peine de décrire les circonstances de ce que les indonésiens appellent notre choix d'intégrer le Timor-Oriental à l'Indonésie?

D'autres ont déjà eu l'occasion de le faire, ici et devant la Commission, avant moi. Si je le fais, très brièvement, c'est parce que de la multiplication de nos témoignages, nous espérons que ressortira plus clairement la nature de l'intervention indonésienne dans notre pays.

J'étais infirmier en 1975. Trois semaines après l'invasion j'ai été convoqué pour travailler dans une section de radiologie de l'hôpital civil de Dili alors occupé par les militaires. Les malades de l'hôpital, des civils timorais, avaient été transportés et entassés dans quelques chambres d'un Centre Clinique hors de l'hôpital.

J'ai travaillé à l'hôpital militaire jusqu'en novembre 1976. Durant cette période de 11 mois, j'ai été interpellé et soumis à interrogatoire à trois reprises, et chaque fois battu durant les interrogatoires. La troisième fois j'ai été torturé par chocs électriques, par un médecin des Bérêts-Rouges, dans l'ancienne maison de Joaquim Babo à Colmera.

Le 8 novembre 1976 j'ai de nouveau été arrêté par le Capitaine Tarigan. J'ai été emmené au Commandement de la Police Militaire, puis à la prison Comarca, où je suis resté 29 mois.

Les horreurs dont j'ai été le témoin sont indescriptibles. Les méthodes de torture physique et morale étaient des plus variées et les tortionnaires rivalisaient de zèle entre eux. Je me rappelle de cet intervalle au milieu des tortures, pour un maigre repas de riz et d'eau, durant lequel les bourreaux, fiers de leurs inventions, se glorifiaient de leurs actes et recevaient les éloges du Commandant qui notait dans un cahier leurs découvertes.

Après ma sortie de prison j'ai été nommé chef des services du secrétariat des Services de Santé. Mais en juin 1980, lorsque des timorais attaquèrent les émetteurs de radio et télévision, et les dépôts de munition indonésiens à Dili, j'ai été de nouveau arrêté et emprisonné durant 43 jours au Mes Korem avec de nombreux autres. J'y ai été de nouveau frappé par un Capitaine appelé Zamirad. J'ai été témoin de scènes de sadisme qui révèlent à quel niveau de bassesse peuvent descendre les hommes lorsqu'ils s'engagent dans des actions qui n'ont pas de justification morale, comme c'était le cas avec cette invasion de mon pays.

Je ne vais pas décrire ici ces scènes abjectes où se mélangeaient tortures, exactions sexuelles et sodomie, mais elles restent à jamais gravées dans ma mémoire et dans celle de beaucoup de mes concitoyens. Même s'il n'y avait pas d'autres raisons, celle-ci serait suffisante pour que, malgré les vocables que les indonésiens nous obligent à utiliser lorsque nous nous adressons à eux, comme 'Bapak' qui signifie 'Père', nos sentiments à leur égard soient bien différents.

Expulsé de la fonction publique après ma sortie de prison, j'ai travaillé au secrétariat de l'Externat Saint Joseph, la seule école du diocèse qui a pu garder une certaine autonomie face à l'Indonésie. Comme infirmier, j'appartenais à la fonction publique de l'administration coloniale portugaise. En 1979 je me suis donc inscrit sur les listes de la Croix-Rouge Internationale pour sortir de Timor, ce que je n'ai finalement pu faire que cette année, après 10 ans d'attente.

Les arrestations et les tortures continuent, vous avez déjà entendu parler de la vague d'arrestations d'octobre-novembre 1988, en préparation et à la suite de la visite du Président indonésien à Dili.

L'ouverture du Timor-Oriental à partir du 1er janvier 1989, promise et largement publicisée, n'a eu que peu d'effets: quelques touristes peuvent entrer mais pas les représentants d'organisations humanitaires comme Amnesty International. La liberté de circulation des timorais est toujours limitée: des timorais de Dili qui voulaient se rendre à Manatuto, à 50 km de Dili sur la principale route de Timor vers Baucau, n'ont pu le faire parce qu'ils n'avaient pas le 'Surat Jalan' (laisser-passer); en avril un groupe de fonctionnaires des Services Publics d'Éducation qui voulait aller à Baucau, n'en a pas seulement été empêché mais a subi des châtements corporels.

Chaque nouvelle visite au Timor-Oriental est précédée de nouvelles arrestations. C'est le cas en ce moment avec la possible visite du Pape. "Les arrestations sont faites pour la sécurité du Pape" a affirmé le Colonel Bimo, chef des Services-Secrets du Commandement Opérationnel du Timor-Oriental. Il s'agit d'éliminer les 'indésirables' et de créer 'une ambiance de peur' affirme pour sa part l'évêque catholique local.

L'Église catholique est elle-même victime de la répression. Des prêtres sont convoqués au Commandement Militaire pour s'expliquer sur leurs homélies. Le groupe des scouts catholiques dont j'étais l'un des dirigeants a été interdit d'utiliser ses insignes lors de la consécration de notre évêque. Certaines des personnes qui avaient été arrêtées en octobre-novembre ont été relâchées à condition qu'elles espionnent les prêtres et le personnel des paroisses; cela signifie qu'elles devront nécessairement, pour éviter d'être elles-mêmes accusées de ne pas vouloir collaborer, faire des accusations contre les personnes qu'elles ont été chargées de surveiller, et même en inventer si elles n'ont rien à dire.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Voici ce que le peu de temps dont je dispose me permet de vous dire. Je vous supplie, au nom de la justice et des principes qui orientent cette Commission, indépendamment des intérêts de Gouvernements, régimes politiques et orientations idéologiques, de prendre en considération cette répression généralisée qui se prolonge au Timor-Oriental depuis 14 ans et qui tend à se perpétuer.

Votre indifférence ou votre silence contribueront à l'extermination physique, culturelle et morale d'un petit peuple, simplement parce qu'il s'acharne à exiger ce à quoi il a le droit: sa liberté et l'indépendance.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir donné cette opportunité de parler et de l'attention avec laquelle vous m'avez écoutés.

António Maria de Araújo